

Tibou Kamara et sa presse privée

écrit par GuineePolitique© | 16 février 2020



TOP/FLOP politique de la semaine



1 Tibou Kamara et sa presse privée

Candidat uninominal du parti au pouvoir **RPG AEC** pour les législatives du 1^{er} mars à Dinguiraye, Tibou Kamara, ancien journaliste et ministre dans le gouvernement de Kassory Fofana a toujours entretenu une relation « incestueuse » avec une certaine presse locale. Cette même presse dite privée qui fait de la communication gouvernementale en contribuant à la fabrication de personnalités politiques aux convictions politiques douteuses et au positionnement versatile. Le même Tibou Kamara écrivait en 2014 : [« L'histoire de la Guinée s'est arrêtée depuis qu'Alpha Condé a accédé au pouvoir au mépris de la vérité des urnes »](#)

2 La police nationale et ses fausses accusations

Dans un communiqué, le porte-parole du ministère de la sécurité accuse : « il est aujourd'hui démontré que les manifestations du FNDC sont programmées et conçues pour se

dérouler dans la violence et occasionner le maximum de dégâts possibles ». Il faut rappeler que la répression des manifestations du FNDC par les forces de sécurité ont déjà fait plus de 35 morts, des manifestants tués par balle.

3Après la résolution de l'Union européenne, le RPG Arc-en-ciel brandit l'étendard de la souveraineté

Le 13 février 2020, le parlement européen a adopté une [résolution sur la République de Guinée](#), notamment la violence à l'encontre des manifestants. Le point 3 de la résolution est celui qui a surtout suscité les réactions au sein du parti au pouvoir. Le parlement européen « regrette profondément tout projet de modifier la constitution du pays en ce qui concerne la limitation du nombre de mandats présidentiels ; réaffirme avec force qu'une démocratie saine doit respecter l'état de droit et toutes les dispositions constitutionnelles, y compris une éventuelle limitation du nombre de mandats présidentiels ; invite donc le président de la République de Guinée à respecter la constitution du pays, et en particulier son article 27 ».

Proposition de résolution sur la violence contre les manifestants en Guinée [Parlement européen]

écrit par GuineePolitique© | 16 février 2020



Une proposition de résolution déposée avec demande d'inscription à l'ordre du jour d'un débat sur des cas de violation des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit conformément à l'article 144 du règlement intérieur sur Guinée Conakry, notamment la violence contre les manifestants.

A.
Considérant que la Guinée traverse une crise politique majeure ;
considérant que depuis la mi-octobre 2019, à l'initiative d'une coalition de partis d'opposition et de groupes de la société civile, des manifestations massives se multiplient en Guinée Conakry contre le projet de nouvelle constitution qui pourrait permettre à Alpha Condé de briguer un 3ème mandat ; considérant que depuis le début des mobilisations, le gouvernement a réprimé la liberté d'expression, arrêté et emprisonné des acteurs de la société civile s'opposant au troisième mandat et utilisé une force meurtrière lors des manifestations;

B. considérant qu'entre 26 et 36 civils et un gendarme auraient été tués

depuis la mi-octobre et plus de 70 personnes auraient été gravement blessées (dont 30 par balles) ; considérant que selon Amnesty International plus de 70 manifestants ou passants auraient été tués depuis 2015 lors de rassemblements ; considérant l'impunité quasi totale des forces de sécurité malgré les promesses d'enquêtes du gouvernement ; considérant qu'en juin 2019 l'Assemblée Nationale a adopté une loi sur l'emploi de la force par la gendarmerie qui peut être utilisée pour protéger de toute poursuite judiciaire les gendarmes usant d'une force excessive ;

C. considérant qu'au moins sept personnes du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC) ont été arrêtées du 12 octobre au 28 novembre 2019 pour avoir manifester contre le troisième mandat d'Alpha CONDE, considérant qu'ils ont été poursuivis pour actes ou manœuvres de nature à troubler l'ordre public et à compromettre la sécurité publique pour avoir appelé à manifester contre le projet de nouvelle constitution et finalement acquittés à la suite de pressions internationales ; []

Lire l'intégralité de la proposition [ici](#) (Document de séance)

Le Parlement européen,

Est extrêmement inquiet par la situation de crise que traverse la Guinée Conakry ces dernier mois ; condamne la répression et toutes les violences et assassinats qui ont lieu dans le pays ; exprime sa solidarité avec les mobilisations populaires

Se déclare particulièrement préoccupé par les atteintes massives aux droits de l'Homme dans le pays concernant notamment les libertés d'expression, de manifestation, de réunion et l'intimidation des défenseurs des droits de l'Homme, journalistes, ONG, opposants au régime ; dénonce l'utilisation d'armes à balles réelles sur des manifestants

Demande instamment à l'UE et à ses États Membres de suspendre tout financement et de fourniture de matériel de sécurité et de répression aux forces de sécurité de Guinée Conakry

europarl.europa.eu
